

Voyages...

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 3 août 1934

Pourquoi le président du Conseil, et un certain nombre de ses collègues, se sont-ils rendus à Alexandrie, puis à Marsa Matrouh, et au-delà, le long de cette côte ? Les gens s'interrogent sur ce voyage, car ils savent parfaitement que leur cabinet est raisonnable, ferme, sage et avisé — qu'il ne fait jamais rien sans raison, et n'entreprend jamais rien sans qu'une sagesse, apparente ou cachée, ne l'y pousse. Aussi cherchent-ils la sagesse qui se cache derrière ce voyage, dont l'intention fut annoncée si soudainement, et pour lequel l'agenda même du Conseil des ministres fut bouleversé — à en croire certains journaux —, puisqu'il devait se réunir le mercredi et de nouveau le jeudi ; mais dès que l'idée de ce voyage descendit du ciel, ou surgit de la terre, ou apparut sur l'écume de la mer, le Conseil se réunit deux fois en un seul jour, le mercredi, afin que le bon homme et ses compagnons pussent partir dès le jeudi — comme s'ils n'avaient pu partir le vendredi —, s'épargnant ainsi la peine de se réunir deux fois en une seule journée de canicule, et épargnant au public la peine des rumeurs et des commérages, des questions et des suppositions sur les allées et venues.

Et lorsque nous remarquons, de surcroît, que le bon homme, accompagné du ministre de la Guerre, du ministre des Finances et du ministre des Communications, se sont rendus jusqu'à la frontière qui nous sépare de l'Italie, on ne saurait blâmer les gens de s'interroger plus longuement, et avec plus d'insistance, sur ce voyage. Et lorsque nous remarquons, en outre, que le Haut-Commissaire britannique s'était lui-même rendu à Marsa Matrouh — par avion ou par la route, je l'ignore —, et y avait séjourné plusieurs jours, et qu'à peine était-il de retour que le président du Conseil, le ministre de la Guerre, le ministre des Finances et le ministre des Routes s'y précipitèrent à leur tour, certains ballottés sur les vagues de la mer, d'autres volant dans le ciel, il était naturel que les gens se demandent : à quoi riment ces allées et venues ? À quoi riment ces mouvements vers la frontière ? Craint-on qu'elle ne soit forcée ? Redoute-t-on qu'elle ne puisse tenir, un jour, contre ceux qui tenteraient de la forcer ? Envisage-t-on quelque opération militaire, requérant la compétence du ministre de la Guerre, la générosité du ministre des Finances, l'expérience du ministre des Routes, et enfin le courage du bon homme, qui assume la responsabilité de toutes ces entreprises ? Et qui a proposé ces entreprises ? Les ministres et leurs propres techniciens ? Ou

le Haut-Commissaire et les siens ? Et si le voyage du Haut-Commissaire vers la frontière occidentale a été suivi de celui des ministres vers cette même frontière, le Haut-Commissaire s'est également rendu à la frontière orientale — les ministres s'y rendront-ils aussi ? N'est-il pas du droit des gens de connaître la vérité de cette agitation entre l'est et l'ouest, et les secrets de ces déplacements par terre, par mer et par air ? Assurément si.

Mais les amis du cabinet et ses partisans, ainsi que les journaux qui le soutiennent et lui font écho, en parlent avec une tranquille assurance : la canicule est rude, disent-ils, l'été accablant, le travail lourd, l'effort pénible, et c'est bien le droit des ministres de se reposer, de se délasser, et de chercher repos et distraction où qu'ils les trouvent, tantôt sur terre, tantôt dans le ciel, tantôt sur cette plaine liquide et agitée qu'Homère désignait du nom de mer.

Nos ministres, donc, ne voyagent pas pour le travail, mais pour le repos et la distraction. Nous voudrions établir la vérité sur ce point pour une raison bien simple : si le voyage des ministres répond à quelque affaire de l'État, alors c'est le droit du peuple de connaître cette affaire, afin de comprendre ce qu'on lui réserve. Et s'il répond au repos et à la distraction, alors c'est le droit du peuple de demander : aux frais de qui les ministres cherchent-ils ce repos et cette distraction ? Aux frais de qui ce yacht dépense-t-il ce qu'il dépense pour l'aller et le retour ? Aux frais de qui cet avion, ou ces avions, dépensent-ils pour l'aller et le retour ? Aux frais de l'État, ou aux frais des ministres eux-mêmes ?

Quoi qu'il en soit, ce voyage soudain demeure obscur sous tous ses aspects, et nous aimerions qu'on y jetât un peu de lumière.

Il est cependant un autre voyage où rien n'est obscur, rien n'est ambigu, rien n'est tortueux ni détourné. C'est le voyage du chef du Wafd et de ses compagnons, par terre et par mer, non vers la frontière orientale ni vers la frontière occidentale, mais vers une région d'Égypte parmi d'autres — vers Port-Saïd, puis vers la Charqiya. Ce second voyage, l'État ne l'a pas financé ; ce sont ses propres participants qui l'ont financé, et il ne suscite chez les gens nul besoin d'enquête ou d'investigation, car il est clair sous tous ses aspects. Les uns voyagent pour le travail, ou pour le repos, et l'État leur prépare tout ; les autres voyagent pour rencontrer les fils de leur propre patrie, pour s'entretenir avec eux des affaires de cette patrie, et pour leur rappeler — bien qu'ils ne les oublient jamais — les droits de cette patrie, et l'État sème sur leur

chemin les châtiments, invente devant eux des obstacles, transforme les lieux qu'ils visitent en champs de bataille, proclame dans les lieux qu'ils visitent une loi martiale sans fondement légal, tend dans les lieux qu'ils visitent des filets et des pièges pour traquer les gens et les jeter dans les profondeurs de la prison, si bien qu'à la fin du voyage tout se passe comme s'ils avaient commis quelque faute — alors qu'aucun jugement n'a été rendu contre eux —, puis l'État déchaîne ses bâtons, ses fouets et ses fusils sur des gens désarmés et paisibles, laissant des morts à Port-Saïd, des morts à Ismaïlia, des morts à Zagazig. N'est-il pas étrange que les gens puissent observer, en une seule semaine, un tel abîme entre le voyage du chef du Wafd et de ses compagnons à l'intérieur de l'Égypte, et le voyage du président du Conseil et de ses compagnons vers la frontière ?

Et avant cela, les gens avaient déjà observé le voyage du Haut-Commissaire à Sabriya, et la sollicitude de l'État à son égard, et les précautions prises par l'État en sa faveur. Comment, dès lors, les gens pourraient-ils comprendre tout cela, l'interpréter ? Que les Égyptiens se déplacent dans leur propre pays, et se rendent visite les uns aux autres, voilà, semble-t-il, chose interdite, ou du moins détestée, que l'État ne se fait aucun scrupule de combattre, au prix même d'exposer la sécurité, l'ordre, les vies et le sang à un péril, et à un péril grave. Mais que les ministres voyagent pour leur propre agrément, ou pour quelque affaire obscure et douteuse, et l'État prépare tout, dépense sans compter, et y apporte le plus grand soin. Et que le Haut-Commissaire voyage à travers l'intérieur de l'Égypte, défiant le sentiment égyptien, et partage ce défi avec l'un des ministres, contre le gré — ou du moins le malaise — de ses propres collègues, et l'État lui aussi prépare tout, dépense sans compter, et l'accueille avec le plus grand faste. Les Égyptiens peuvent-ils, après cela, encore se croire libres ? Peuvent-ils encore croire qu'ils sont indépendants ? S'ils étaient vraiment libres, jamais l'État n'aurait favorisé les ministres à leurs dépens ; jamais il n'aurait procuré aux ministres toutes les formes de divertissement dont ils pouvaient avoir envie, ni interdit à leurs propres chefs toutes les formes d'entreprise sérieuse qu'ils cherchaient à mener. S'ils étaient vraiment indépendants, jamais l'État n'aurait favorisé le Haut-Commissaire à leurs dépens, aplanissant devant lui le terrain, consentant à ce qu'on mobilisât pour lui des foules, tout en interdisant à leurs propres chefs de rencontrer les Égyptiens, tout en dispersant les foules égyptiennes loin de leurs chefs à coups de bâtons et de fouets, et parfois à coups de feu, et en consentant qu'un Anglais, à cette occasion, abattît l'un des drapeaux de l'Égypte, sur le sol égyptien,

devant les yeux du peuple égyptien.

Que les Égyptiens réfléchissent à cela, et qu'ils y réfléchissent longuement — car c'est peut-être bien leur droit, et même leur devoir, de savoir : sont-ils libres dans leur propre pays, ou sont-ils esclaves ?